

Conditions générales de vente

Portraits de maisons et d'intérieurs sur commande

Version du 20 octobre 2026

1. Identification et champ d'application

Lauren Filali, entrepreneur individuel exerçant sous le nom commercial L'Athanor Atelier, réalise des illustrations personnalisées de maisons et d'intérieurs à partir de photographies.

Adresse : 17 domaine de Villejust, 91140 Villejust, France.

SIRET : 847 943 917 00033.

Courriel : lauren@lathanoratelier.fr.

Téléphone : 07 68 53 88 31.

TVA non applicable, art. 293 B du CGI.

Les présentes conditions s'appliquent aux commandes de création d'illustrations, de fichiers numériques et d'impressions passées par des particuliers ou des professionnels. Les dispositions réservées aux consommateurs bénéficient aux clients ayant légalement cette qualité. Les éventuelles protections légales applicables à certains professionnels demeurent réservées.

Le devis et les présentes conditions constituent le contrat. Les conditions particulières du devis prévalent en cas de contradiction, sous réserve des règles légales impératives. Les conditions applicables sont celles communiquées avant la signature du devis.

2. Devis et commande

Le devis précise les caractéristiques du portrait, les livrables numériques, les impressions éventuelles, leurs formats et quantités, le prix, les frais d'expédition, les moyens de paiement acceptés et les délais d'exécution et de livraison. L'encadrement est inclus uniquement s'il figure expressément au devis.

Vous pouvez accepter le devis pendant la durée de validité qui y figure. Sa signature confirme la commande et l'acceptation des présentes conditions, remises préalablement. Un acompte de 50 % du prix total est payable à la signature. Cet acompte constitue un premier paiement du prix et non des arrhes.

La création commence après encaissement de l'acompte et réception des photographies et indications nécessaires, sous réserve des dispositions de l'article 8 relatives à la rétractation.

Sans règlement de l'acompte, le travail ne commence pas. Après une mise en demeure de payer restée sans effet pendant huit jours calendaires et annonçant expressément cette conséquence, Lauren Filali peut résoudre le contrat pour défaut de paiement dans les conditions légales.

Une confirmation de commande accompagnée du devis accepté et des présentes conditions vous est remise sur un support durable, notamment par courriel.

3. Photographies, indications et interprétation artistique

Vous transmettez des photographies suffisamment nettes et les indications nécessaires : vue souhaitée, éléments à conserver ou à retirer, inscriptions et demandes particulières. Vous vous assurez de disposer des droits ou autorisations nécessaires à leur utilisation pour la commande et signalez les restrictions dont vous avez connaissance.

Si les documents sont insuffisants, Lauren Filali vous demande les compléments nécessaires. Le calendrier est alors précisé ou adapté par écrit.

Le portrait est dessiné à la main sur tablette dans le style présenté avant la commande. Il constitue une interprétation artistique ; il ne s'agit pas d'un relevé architectural ni d'un document technique. Cette interprétation respecte les caractéristiques convenues au devis.

4. Validation et retouches

Une proposition vous est soumise pour valider la direction du portrait, notamment sa composition et les principaux éléments représentés, avant la réalisation finale.

Le prix comprend un aller-retour de retouches. Vous regroupez vos demandes dans un seul message ; Lauren Filali réalise les ajustements relevant du sujet et du périmètre convenus.

Un changement de bâtiment, de point de vue ou de composition déjà validée, ainsi que toute demande supplémentaire, peut nécessiter un devis complémentaire. Aucun supplément n'est engagé sans votre accord préalable.

Les corrections d'erreurs ou de non-conformités imputables à Lauren Filali sont réalisées sans supplément et ne sont pas décomptées de l'aller-retour inclus. Les garanties légales restent applicables après validation.

Les validations sont données expressément par écrit, notamment par courriel. Votre silence ne vaut pas validation.

5. Prix et paiement

Les prix sont exprimés en euros. Le devis indique le montant total à payer, y compris les impressions et les frais d'expédition convenus. La TVA est non applicable conformément à l'article 293 B du CGI.

Le paiement s'effectue en deux échéances : 50 % à la signature du devis et 50 % à l'achèvement du portrait. Le solde est payable sous sept jours calendaires à compter de l'émission de la facture de solde et avant la livraison.

Pour vous informer de l'achèvement du portrait, Lauren Filali vous adresse un courriel contenant un aperçu filigrané ou en définition réduite et la facture de solde. Cet aperçu est destiné à la vérification du résultat ; il ne constitue pas la livraison du fichier final et ne peut être exploité.

Les paiements sont pris en compte après encaissement effectif. Le fichier final est transmis et les impressions sont lancées après paiement intégral et réception des validations nécessaires. En cas de défaut de paiement, ces opérations peuvent être suspendues après notification écrite. Une éventuelle résolution pour inexécution intervient dans les conditions légales, après mise en demeure lorsque celle-ci est requise.

Pour les clients professionnels uniquement, les pénalités de retard sont dues sans rappel dès le lendemain de l'échéance, au taux de refinancement de la Banque centrale européenne applicable majoré de dix points, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement. Une indemnisation complémentaire peut être demandée sur justificatifs si les frais exposés dépassent ce montant. Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé.

6. Délais

Sauf indication différente au devis, la réalisation du portrait est prévue sous une à deux semaines à partir de l'encaissement de l'acompte et de la réception des éléments complets, après signature du devis et, si nécessaire, recueil de la demande expresse de démarrage anticipé. À défaut de cette demande, le délai de création commence après l'expiration du délai légal de rétractation.

Les délais de livraison du fichier, d'impression et d'acheminement sont précisés au devis. Le délai de création ne comprend pas les délais d'impression et d'acheminement. Une date impérative doit être convenue par écrit avant la commande.

Si une information ou une validation de votre part manque, Lauren Filali vous en informe et précise son incidence sur le calendrier. Toute modification du délai est convenue par écrit. Un retard prévisible imputable à Lauren Filali vous est signalé sans délai.

En cas de retard de livraison ou d'exécution, le consommateur dispose des recours légaux, notamment de la possibilité de demander l'exécution dans un délai supplémentaire raisonnable, puis de résoudre le contrat si celle-ci n'intervient pas. La résolution immédiate est possible dans les cas prévus par la loi, notamment lorsque la date convenue constitue une condition essentielle du contrat. Les remboursements sont effectués dans les délais légaux.

7. Fichier numérique, impression et livraison

Le fichier final est livré par courriel ou lien de téléchargement. Le devis précise son format, sa définition, les dimensions prévues et, le cas échéant, les contraintes techniques particulières nécessaires à son utilisation. Il s'agit d'une fourniture ponctuelle ; les fichiers natifs, calques et fichiers de travail ne sont pas inclus, sauf accord écrit.

Vous devez disposer d'une adresse électronique, d'un accès à internet et d'un logiciel permettant de lire le format annoncé au devis. Lauren Filali vous accompagne en cas de difficulté d'accès au fichier livré. La conservation de votre propre copie est recommandée, sans limitation de vos garanties légales.

Pour les impressions, un bon à tirer vous est soumis avant fabrication. Vous vérifiez notamment les inscriptions, la composition, le format et la quantité. La fabrication commence après votre validation écrite et encaissement du prix intégral.

De légères différences de perception des couleurs peuvent exister entre les écrans et les supports imprimés. Elles ne justifient aucune exclusion des garanties légales ni la livraison d'un produit non conforme aux caractéristiques convenues.

Les impressions sont expédiées à l'adresse confirmée par vos soins. Pour un consommateur, les risques sont transférés à la prise de possession physique, sauf recours à un transporteur choisi par lui et non proposé par Lauren Filali, dans les conditions légales.

En cas de colis manquant, endommagé ou non conforme, contactez Lauren Filali à lauren@lathanoratelier.fr. Les photographies du colis et du produit peuvent faciliter le traitement, sans constituer une condition exclusive de prise en charge. L'absence de réserves auprès du transporteur ne supprime pas vos droits légaux.

8. Rétractation des consommateurs pour les contrats conclus à distance

Création du portrait. Vous disposez d'un délai de quatorze jours à compter de la conclusion du contrat pour exercer votre droit de rétractation sur la prestation de création. Pour que la réalisation commence avant l'expiration de ce délai, Lauren Filali recueille votre demande expresse distincte de l'acceptation des CGV.

Si vous vous rétractez après un démarrage régulièrement demandé, vous êtes redevable du travail effectivement réalisé jusqu'à la notification de votre décision, proportionnellement au prix convenu, dans les conditions de l'article L. 221-25 du Code de la consommation. La perte de votre droit de rétractation pour une prestation entièrement exécutée avant l'expiration des quatorze jours suppose votre accord préalable exprès pour son démarrage et votre reconnaissance de la perte de ce droit une fois la prestation pleinement exécutée.

Fichier numérique. Pour une fourniture avant l'expiration du délai de quatorze jours, Lauren Filali recueille préalablement votre consentement exprès à cette fourniture et votre reconnaissance de la perte du droit de rétractation dès son commencement. Cet accord est confirmé sur un support durable. À défaut de réunion de ces conditions, vos droits légaux sont maintenus.

Impressions personnalisées. Les affiches et cartes postales confectionnées selon vos spécifications ou nettement personnalisées ne bénéficient pas du droit de rétractation, conformément à l'article L. 221-28, 3° du Code de la consommation. Cette exception ne supprime pas les garanties légales.

Pour exercer un droit de rétractation applicable, adressez avant l'expiration du délai une déclaration dénuée d'ambiguïté à lauren@lathanoratelier.fr ou à Lauren Filali, 17 domaine de Villejust, 91140 Villejust. Vous pouvez utiliser le formulaire annexé, sans obligation. Lorsque la loi l'exige pour une conclusion en ligne, une fonctionnalité de rétractation est également mise à disposition sur l'interface de conclusion du contrat.

Les sommes à rembourser le sont au plus tard dans les quatorze jours suivant la réception de votre décision, par le même moyen de paiement sauf accord exprès pour un autre moyen sans frais. Le cas échéant, seul le montant légalement dû au titre du travail déjà réalisé est déduit.

Les demandes de démarrage ou de fourniture anticipés et les reconnaissances de perte du droit de rétractation ne sont jamais déduites de la seule signature du devis ou des CGV.

9. Annulation en dehors d'un droit légal

L'acompte engage les parties. En dehors d'un droit légal de rétractation ou de résolution, une demande d'annulation fait l'objet d'un accord écrit précisant ses conséquences.

Le règlement tient compte du travail réalisé, des dépenses engagées non récupérables et, le cas échéant, du préjudice justifié, sans double indemnisation. Il n'est pas prévu de conservation automatique de l'intégralité des sommes versées indépendamment de l'avancement de la commande.

Si Lauren Filali ne peut exécuter la commande, vous en êtes informé. Les sommes correspondant aux prestations ou produits non fournis sont remboursées, sans préjudice des autres droits que vous confère la loi.

10. Propriété intellectuelle

Lauren Filali conserve ses droits d'auteur sur l'illustration, notamment ses droits moraux. Le paiement et la livraison ne constituent pas une cession générale des droits d'exploitation.

Sauf conditions particulières au devis, après paiement intégral, vous êtes autorisé à conserver le fichier et à utiliser le portrait dans un cadre personnel et privé. Les impressions personnelles supplémentaires éventuellement autorisées sont précisées au devis. Vos droits résultant des exceptions légales au droit d'auteur demeurent réservés.

Toute exploitation professionnelle ou commerciale nécessite un accord écrit préalable, notamment pour la communication d'un gîte ou d'un hébergement, la publication sur un site professionnel, une publicité, la reproduction destinée à la vente ou la revente de cartes postales.

L'achat de supports imprimés ne vaut pas autorisation de revente. Une licence ou cession spécifique précise les droits accordés, les usages, les supports, le territoire, la durée et la rémunération correspondante.

11. Publication par Lauren Filali

La présentation du portrait sur les supports de communication de Lauren Filali est soumise à une autorisation distincte et facultative, recueillie au moyen d'un formulaire séparé. L'acceptation des présentes conditions ne vaut pas autorisation de publication. Votre refus est sans conséquence sur la commande.

Les conditions de publication, de confidentialité du lieu, de durée et de retrait de l'autorisation figurent dans ce formulaire.

12. Garanties légales et réclamations

Lauren Filali répond des garanties légales applicables. Vous pouvez demander leur mise en œuvre par courriel à lauren@lathanoratelier.fr, par courrier au 17 domaine de Villejust, 91140 Villejust, ou par téléphone au 07 68 53 88 31.

Les garanties ne sont supprimées ni par la personnalisation, ni par la validation d'un aperçu ou d'un bon à tirer, ni par la limitation contractuelle du nombre de retouches. Les encadrés figurant à la fin du présent document précisent les droits des consommateurs pour les impressions et pour la fourniture ponctuelle du fichier numérique.

13. Données personnelles

Lauren Filali est responsable des traitements de données nécessaires aux devis, aux commandes, à la création, à la facturation, à la livraison et au suivi des réclamations. Ces traitements reposent sur les démarches précontractuelles, l'exécution du contrat, les obligations légales et, pour la défense des droits, l'intérêt légitime de Lauren Filali. La publication repose sur un consentement distinct lorsqu'il est recueilli.

Les données nécessaires à la commande sont obligatoires pour son traitement. Elles sont accessibles aux seuls intervenants et prestataires qui en ont besoin pour leur mission, notamment la gestion commerciale via Abby, l'impression, le paiement et le transport.

Les pièces comptables sont conservées dix ans. Les éléments contractuels sont conservés pendant la durée nécessaire au suivi de la commande et à la défense des droits, en principe cinq ans après son achèvement, sans préjudice d'une obligation légale de conservation plus longue, notamment pour certains contrats électroniques. Les photographies sources sont conservées pendant la réalisation et le suivi de la commande, puis supprimées ou archivées uniquement si leur conservation reste nécessaire à la preuve ou au traitement d'une réclamation.

Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition dans les conditions légales à lauren@lathanoratelier.fr. Vous pouvez retirer un consentement à tout moment et adresser une réclamation à la CNIL, www.cnil.fr.

14. Médiation et litiges

En cas de litige, adressez d'abord une réclamation écrite à Lauren Filali, à lauren@lathanoratelier.fr ou au 17 domaine de Villejust, 91140 Villejust.

Après une réclamation préalable restée sans solution, vous pouvez, si vous êtes consommateur, recourir gratuitement à Médiation de la Consommation & Patrimoine (MCP), 12 square Desnouettes, 75015 Paris. Site internet et saisine : <https://mcpmediation.org/>.

La demande doit notamment être introduite dans l'année suivant la réclamation écrite préalable, sous réserve des autres conditions légales de recevabilité. Le recours à la médiation est facultatif. Vous conservez la possibilité de saisir la juridiction compétente selon les règles légales.

Le contrat est soumis au droit français. Ce choix ne prive pas un consommateur des dispositions impératives de protection applicables dans son pays de résidence habituelle lorsque les conditions légales sont réunies.

ANNEXE 1

Formulaire de rétractation

À compléter et à transmettre uniquement si vous souhaitez exercer un droit de rétractation applicable à votre commande.

À l'attention de Lauren Filali, 17 domaine de Villejust, 91140 Villejust – lauren@lathanoratelier.fr.

Je/Nous (*) vous notifie/notifions (*) par la présente ma/notre (*) rétractation du contrat portant sur la vente du bien (*) / pour la prestation de services (*) ci-dessous :

Commandé le (*) / reçu le (*) :

Référence du devis ou de la commande :

Nom du/des consommateur(s) :

Adresse du/des consommateur(s) :

Date :

Signature du/des consommateur(s), uniquement en cas de notification sur papier :

(*) Rayez la mention inutile.

ANNEXE 2

Garanties légales : impressions

Le consommateur dispose d'un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien pour obtenir la mise en œuvre de la garantie légale de conformité en cas d'apparition d'un défaut de conformité. Durant ce délai, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité et non la date d'apparition de celui-ci.

Lorsque le contrat de vente du bien prévoit la fourniture d'un contenu numérique ou d'un service numérique de manière continue pendant une durée supérieure à deux ans, la garantie légale est applicable à ce contenu numérique ou ce service numérique tout au long de la période de fourniture prévue. Durant ce délai, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité affectant le contenu numérique ou le service numérique et non la date d'apparition de celui-ci.

La garantie légale de conformité emporte obligation pour le professionnel, le cas échéant, de fournir toutes les mises à jour nécessaires au maintien de la conformité du bien.

La garantie légale de conformité donne au consommateur droit à la réparation ou au remplacement du bien dans un délai de trente jours suivant sa demande, sans frais et sans inconvénient majeur pour lui.

Si le bien est réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité, le consommateur bénéficie d'une extension de six mois de la garantie initiale.

Si le consommateur demande la réparation du bien, mais que le vendeur impose le remplacement, la garantie légale de conformité est renouvelée pour une période de deux ans à compter de la date de remplacement du bien.

Le consommateur peut obtenir une réduction du prix d'achat en conservant le bien ou mettre fin au contrat en se faisant rembourser intégralement contre restitution du bien, si :

1° Le professionnel refuse de réparer ou de remplacer le bien ;

2° La réparation ou le remplacement du bien intervient après un délai de trente jours ;

3° La réparation ou le remplacement du bien occasionne un inconvénient majeur pour le consommateur, notamment lorsque le consommateur supporte définitivement les frais de reprise ou d'enlèvement du bien non conforme, ou s'il supporte les frais d'installation du bien réparé ou de remplacement ;

4° La non-conformité du bien persiste en dépit de la tentative de mise en conformité du vendeur restée infructueuse.

Le consommateur a également droit à une réduction du prix du bien ou à la résolution du contrat lorsque le défaut de conformité est si grave qu'il justifie que la réduction du prix ou la résolution du contrat soit immédiate. Le consommateur n'est alors pas tenu de demander la réparation ou le remplacement du bien au préalable.

Le consommateur n'a pas droit à la résolution de la vente si le défaut de conformité est mineur.

Toute période d'immobilisation du bien en vue de sa réparation ou de son remplacement suspend la garantie qui restait à courir jusqu'à la délivrance du bien remis en état.

Les droits mentionnés ci-dessus résultent de l'application des articles L. 217-1 à L. 217-32 du code de la consommation.

Le vendeur qui fait obstacle de mauvaise foi à la mise en œuvre de la garantie légale de conformité encourt une amende civile d'un montant maximal de 300 000 euros, qui peut être portée jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel (article L. 241-5 du code de la consommation).

Le consommateur bénéficie également de la garantie légale des vices cachés en application des articles 1641 à 1649 du code civil, pendant une durée de deux ans à compter de la découverte du défaut. Cette garantie donne droit à une réduction de prix si le bien est conservé ou à un remboursement intégral contre restitution du bien.

ANNEXE 3

Garanties légales : fourniture ponctuelle du fichier numérique

Le consommateur dispose d'un délai de deux ans à compter de la fourniture du contenu numérique ou du service numérique pour obtenir la mise en œuvre de la garantie légale de conformité en cas d'apparition d'un défaut de conformité. Durant un délai d'un an à compter de la date de fourniture, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité et non la date d'apparition de celui-ci.

La garantie légale de conformité emporte obligation de fournir toutes les mises à jour nécessaires au maintien de la conformité du contenu numérique ou du service numérique.

La garantie légale de conformité donne au consommateur droit à la mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique sans retard injustifié suivant sa demande, sans frais et sans inconvénient majeur pour lui.

Le consommateur peut obtenir une réduction du prix en conservant le contenu numérique ou le service numérique ou il peut mettre fin au contrat en se faisant rembourser intégralement contre renoncement au contenu numérique ou au service numérique, si :

- 1° Le professionnel refuse de mettre le contenu numérique ou le service numérique en conformité ;
- 2° La mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique est retardée de manière injustifiée ;
- 3° La mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique ne peut intervenir sans frais imposés au consommateur ;
- 4° La mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique occasionne un inconvénient majeur pour le consommateur ;
- 5° La non-conformité du contenu numérique ou du service numérique persiste en dépit de la tentative de mise en conformité du professionnel restée infructueuse.

Le consommateur a également droit à une réduction du prix ou à la résolution du contrat lorsque le défaut de conformité est si grave qu'il justifie que la réduction du prix ou la résolution du contrat soit immédiate. Le consommateur n'est alors pas tenu de demander la mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique au préalable.

Dans les cas où le défaut de conformité est mineur, le consommateur n'a droit à l'annulation du contrat que si le contrat ne prévoit pas le paiement d'un prix.

Toute période d'indisponibilité du contenu numérique ou du service numérique en vue de sa remise en conformité suspend la garantie qui restait à courir jusqu'à la fourniture du contenu numérique ou du service numérique de nouveau conforme.

Les droits mentionnés ci-dessus résultent de l'application des articles L. 224-25-1 à L. 224-25-31 du code de la consommation.

Le professionnel qui fait obstacle de mauvaise foi à la mise en œuvre de la garantie légale de conformité encourt une amende civile d'un montant maximal de 300 000 euros, qui peut être portée jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel (article L. 242-18-1 du code de la consommation).

Le consommateur bénéficie, en outre, de la garantie légale des vices cachés en application des articles 1641 à 1649 du code civil, pendant une durée de deux ans à compter de la découverte du défaut. Cette garantie donne droit à une réduction de prix si le contenu numérique ou le service numérique est conservé ou à un remboursement intégral contre renonciation au contenu numérique ou au service numérique.